



## Extension et aménagement RDC de la mairie d'ANGUERNY



### REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

### VISITE OBLIGATOIRE SUR PLACE

Le mardi 27 janvier 2026 à 10h00  
Le Mercredi 28 JANVIER 2026 à 10h00

## **S O M M A I R E**

1.           Objet du marché
  - 1.1       Décomposition en lots
  - 1.2       Forme des marchés
  - 1.3       Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution
2.           Organisation de la consultation
  - 2.1       Procédure de passation
  - 2.2       Mode de dévolution : marchés séparés
  - 2.3       Dispositions relatives aux groupements
  - 2.4       Variantes libres
  - 2.5       Prestation supplémentaires éventuelles
  - 2.6       Modification de détail au dossier de consultation
  - 2.7       Délai de validité des offres
3.           Contenu du dossier de consultation
4.           Retrait du dossier de consultation
5.           Présentation des candidatures et des offres
  - 5.1       Éléments nécessaires à la sélection des candidatures
  - 5.2       Éléments nécessaires au choix de l'offre
6.           Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché
  - 6.1       Critères de jugement
  - 6.2       Attribution du marché
7.           Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres
8.           Renseignements complémentaires
9.           Procédures de recours
- Certificat de signature

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet : Marché de travaux pour la construction de l'extension et l'aménagement du RDC de la mairie d'ANGUERNY.

Maître d'ouvrage, pouvoir adjudicateur :

### MAIRIE D'ANGUERNY

2-4 Rue du régiment de la chaudière

14 610 COLOMBY SUR THAON

Tel : 02.31.80.08.30

Email : [secretaire.anguerny@gmail.com](mailto:secretaire.anguerny@gmail.com)

### 1.1 Décomposition en lots

Les prestations sont divisées en lots conformément au tableau ci-après :

Lot N°00 DISPOSITIONS COMMUNES  
Lot N°01 GROS ŒUVRE-DEMOLITION  
Lot N°02 CHARPENTE BOIS-OSSATURE BOIS  
Lot N°03 COUVERTURE  
Lot N°04 MENUISERIES EXTERIEURES-SERRURERIE  
Lot N°05 CLOISONS DOUBLAGES PLAFONDS  
Lot N°06 MENUISERIES INTERIEURES  
Lot N°07 CARRELAGE FAIENCE  
Lot N°08 PEINTURES  
Lot N°09 ELECTRICITE Courant FORT et Courant faible.  
Lot N°10 PLOMBERIE-CHAUFFAGE -VENTILATION  
Lot N°11 VOIRIE RESEAUX DIVERS ESPACES VERTS

### 1.2 Forme des marchés

Ils ne font pas l'objet d'un fractionnement.

### 1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

## ARTICLE 2.- ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

La négociation portera sur les points suivants : sur tous les éléments techniques et financiers.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les 3 candidats avec lesquels il négociera.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation. Néanmoins le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur les offres initialement remises.

### 2.2 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 11 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

### 2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### 2.4 Variantes libres

La proposition de variante n'est pas autorisée.

### 2.5 Prestation optionnelles

Les lots de consultations suivants comportent une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles définies dans le

Les prestations optionnelles doivent obligatoirement être chiffrées sous peine d'irrégularité de l'offre.

## 2.6 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

## ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- L'acte d'engagement DC3.
- La décomposition du prix global et forfaitaire par lot.
- Le cahier des clauses administratives particulières.
- Le cahier de clauses techniques particulières.
- Les plans architectes
- Les plans bet LENESELEY et bureau d'étude IDEBAT
- Le planning prévisionnel.
- Le PGC.
- Le RICT.

## ARTICLE 4 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est paru à l'adresse suivante :

Plateforme des marchés publics : <http://www.marches-securises.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

### 5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### 5.1.1 Situation juridique

- **Redressement judiciaire** : le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.
- **Déclaration sur l'honneur** : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- **Formulaire DC1 ou équivalent** : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants.
- **Formulaire DC2 ou équivalent** : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

#### 5.1.2 Capacité

- **Déclaration de chiffre d'affaires** : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- **Attestation d'assurance** : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels de l'année en cours.
- **Références de travaux similaires** : une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

### 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **Un acte d'engagement (AE) par lot.**

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

- **Une décomposition du prix global et forfaitaire.**

Projets avec variante(s) imposée(s) : à présenter dans le respect des modalités prévues à l'article Variantes imposées ci-RC – Extension et aménagement de du RDC de la mairie de COLOMBY ANGUERNY 14610 COLOMBY ANGUERNY

dessus

- **Une note méthodologique ou un mémoire technique** présentant la qualité des matériaux (prescriptions techniques, documentation, notices, qualité de références similaires...), la méthodologie d'exécution sur le chantier (moyens matériels et humains, phasage...) ainsi que la gestion des déchets (tri, classification, filière d'élimination, traçabilité) et l'organisation propre du chantier (dispositions mesures de sécurité, d'hygiène, réduction des nuisances...).

- **Le CCAP paraphé.**

- **Le Règlement de consultation paraphé.**

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES, DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

### 6.1 Critères de jugement

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

#### **Critère 1 : Valeur financière**

Avec note sur **60 points**

La valeur financière est appréciée suivant la formule :  $N = P1/P2 * 60$ , dans laquelle :

N = Note attribuée  
P1 = Offre la plus basse  
P2 = Offre du Candidat

#### **Critère 2 : Valeur technique**

Avec une note sur **40 points**

La valeur technique est jugée sur la présentation d'un dossier mettant en valeur les 3 sous-critères suivants :

- a - La transmission de documents techniques conformes au CCTP (15 points)
- b - Les moyens humains mis à disposition pour le chantier (15 points)
- d - Les délais d'exécution (10 points)

#### ***a - Documents techniques – 15 points***

L'entreprise doit transmettre l'ensemble des documents techniques (fiches techniques, plans ou détails de principe), selon le tableau joint ci-après. *Rappel : Le CCTP fixe des exigences techniques minimum. Toute offre ne respectant pas ces exigences sera considérée comme offre irrégulière.*

<i>Lots</i>	<i>Liste de documents techniques à fournir</i>
Lot N°01 GROS OEUVRE	Plan de principe d'installation de chantier Fiche technique : Isolation sous dalle Fiche technique : Placage pierre
Lot n°02 CHARPENTE OSSATURE BOIS BARDAGE	Fiche technique : Bardage Vertical Fiche technique : Isolation intérieure
Lot N°03 COUVERTURE	Fiche technique : fiche technique zinc et provenance Fiche technique : Châssis de toit
Lot N°04 MENUISERIES EXTERIEURES ACIER/ALU - SERRURERIE	Fiche technique : Profilés des fenêtres aluminium Fiche technique : Portail sur cours
Lot N° 05 CLOISONS DOUBLAGE PLAFOND	Fiche technique : Doublage intérieur Fiche technique : Plafond Fibrastyrène. Fiche technique : Membrane d'étanchéité à l'air
Lot N°06 MENUISERIES INTERIEURES	Fiche technique : Porte acoustique Fiche technique : Béquilles doubles butoirs portes
LOT N°07 CARRELAGE	Fiche technique : Carrelage 60*60 Sanitaires Fiche technique : Etanchéité SEL Fiche technique : Tapis de sol encastré
Lot N° 08 PEINTURE	Fiche technique : Peinture sur murs Fiche technique : Peinture époxy sol
Lot N°10 ELECTRICITE	Fiche technique : Luminaires intérieur Fiche technique : Appareillages Fiche technique : Spots extérieurs

Lot N°11 PLOMBERIE-CHAUFFAGE -VENTILATION	Fiche technique : Equipements de ventilation double flux Fiche technique : Sanitaires suspendus
Lot N°12 VRD- ESPACES VERTS	Fiche technique : Gravillon pour béton désactivé Fiche technique : Elément de regard perforé du puisard Fiche technique : Remblai puisard Fiche technique : Canalisation PVC enterré Fiche technique : Plantation et arbre à haute tige

Chaque document technique est noté sur 10 points.

Dans le cas où plusieurs éléments techniques sont demandés, la cotation ci-dessus est appréciée pour chaque élément, proportionnellement au nombre d'éléments demandés. La note totale du sous-critère sera établie, pour chacun des lots, suivant la formule suivante :  $\text{Note} = \text{Note maximale (15)} \times \frac{\text{Total de points obtenu dans l'offre}}{\text{Total maximum de points}}$

Pour chaque document technique demandé, le classement sera établi de la façon suivante :

	Documents techniques
<i>Non transmission de documents</i>	0
<i>Dossier incomplet ou jugé insuffisant</i>	5
<i>Transmission des documents conforme</i>	10

*Nota : la simple citation dans le mémoire de la fiche technique ne suffit pas, il est nécessaire de transmettre la fiche technique demandée pour obtenir des points.*

#### **b - Moyens humains – 15 points**

L'entreprise doit détailler les moyens humains (encadrants et compagnons) prévus pour réaliser les prestations du présent marché et adaptés au chantier. L'entreprise présente les expériences et ancienneté des encadrants pressentis sur chantier.

	Moyens humains
<i>Non transmission de documents</i>	0
<i>Moyens de l'entreprise jugés très insuffisants</i>	3
<i>Moyens de l'entreprise jugés insuffisants</i>	6
<i>Moyens de l'entreprise jugés suffisants</i>	9
<i>Moyens de l'entreprise jugés satisfaisants</i>	12
<i>Moyens de l'entreprise jugés très satisfaisants</i>	15

#### **c - Délais d'exécution - 10 points**

L'entreprise transmet ses délais d'exécution détaillés pour la réalisation de ces prestations avec enchaînement et durée des tâches dans le respect des délais du calendrier prévisionnel transmis au dossier DCE.

	Délais d'exécution
<i>Non transmission de documents</i>	0
<i>Transmission des délais d'exécution supérieur au calendrier prévisionnel</i>	2
<i>Simple engagement de respect du calendrier prévisionnel, sans transmission des délais d'exécution détaillés</i>	4
<i>Transmission des délais d'exécution détaillés, sans enchaînement des tâches dans le respect du calendrier prévisionnel</i>	6
<i>Transmission des délais d'exécution détaillés avec enchaînement des tâches dans le respect du calendrier prévisionnel</i>	8
<i>Transmission des délais d'exécution détaillés avec enchaînement des tâches avec optimisation du calendrier prévisionnel</i>	10

Les notes ainsi obtenues se verront appliquer les coefficients de pondération associés à ces critères. Cette note sera ensuite multipliée par le coefficient de pondération qui est associé à ce critère.

Il est précisé que si le candidat remet un mémoire technique rempli de manière incomplète, son offre sera déclarée irrégulière.

En cas d'ex aequo, c'est l'offre de l'entreprise disposant de la note la plus élevée sur le critère "prix" qui sera retenue. Les modalités de la négociation sont définies à l'article Procédure de passation.

Le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et procédera à une sélection, après un premier classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, de 3 candidats qui seront éventuellement admis à négocier. Après négociation éventuelle avec ces candidats (sauf insuffisance de candidats), le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

Toute offre sans Décomposition des Prix Globale Forfaitaire (DPGF) et/ou sans Mémoire Technique ne sera pas jugée et sera déclarée irrégulière.

#### **6.2 Attribution du marché**

RC – Extension et aménagement de du RDC de la mairie de COLOMBY ANGUERNY 14610 COLOMBY ANGUERNY

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## ARTICLE 7 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

En cas de dépôt multiple sur la plateforme, seul le dernier pli déposé sera ouvert par le pouvoir adjudicateur. En conséquence, le candidat doit remettre l'ensemble des documents constituant son offre.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

## ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : : **<http://www.marches-securises.fr>**

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres du présent document.

## ARTICLE 9 – PROCEDURE DE RECOURS

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Caen. Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

— Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;

— Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.

— Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Je vous précise que le Tribunal administratif peut être saisi par voie électronique via l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

### Annexe au règlement de la consultation

#### Certificat de signature

La signature électronique est possible. Le signataire doit alors transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) Tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification) ;

b) Les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

#### Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

La signature électronique devra obligatoirement être au format PADES.

· Cas n°1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plateforme : Aucun justificatif à fournir :

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire PADES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

· Cas n°2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme : Différents justificatifs à fournir :

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

a) Produire des formats de signature PADES ;

b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.